



**Central dos Trabalhadores
e Trabalhadoras do Brasil**



Résolution Politique

15ème réunion de la Direction Nationale de la CTB

IL N'Y AURA PAS DE COUP D'ÉTAT !

1. La 15e réunion de la Direction Nationale de la CTB se déroule dans un scénario où les conséquences de la crise capitaliste sont toujours négatives ayant une incidence sur l'économie mondiale et, plus récemment sur les pays émergents comme le Brésil. En outre, nos régions d'Amérique Latine et des Caraïbes font face à une nouvelle offensive politique réactionnaire qui vise à mettre fin à l'important cycle progressif mis en place dans la région depuis l'élection de Hugo Chavez en 1998.

2. En cette période politique, la CTB réaffirme sa lutte pour la défense de l'État de droit démocratique et contre le coup d'État qui tente de promouvoir la mise en accusation de la Présidente Dilma Rousseff. La CTB estime que le respect de la démocratie et la stabilité institutionnelle du pays sont essentiels à la reprise de la croissance économique, condition indispensable pour assurer l'emploi et les droits sociaux des citoyen-nes, en particulier des travailleuses et travailleurs.

3. La CTB est d'avis que l'instabilité politique et la crise économique qui a eu lieu tout au long de l'année 2015 sont dues principalement à l'insatisfaction de l'opposition conservatrice et réactionnaire de sa quatrième défaite électorale successive. Les tentatives pour tenter de discréditer le mandat de la Présidente se confondent avec le but non dissimulé de reprendre les prescriptions ultra-libérales.

4. En conséquence, s'est constitué un consortium d'opposition, opérant à travers les grands médias, promouvant la déstabilisation politique et le terrorisme économique. Certains agents de l'Etat, ont déjà sous le couvert de lutte contre la corruption, paralysés les chaînes d'approvisionnement majeures du pays. La distorsion de l'opération Lavajato (enquête sur la corruption au sein du groupe étatique Petrobras, géant pétrolier, fer de lance de l'économie brésilienne) a déjà affecté négativement de 2,5 % le PIB brésilien. Ainsi des milliers d'emplois ont été anéantis, notamment dans les secteurs naval, du pétrole, du gaz et de la construction.

5. La CTB préconise la stricte punition des corrompus et les corrupteurs, mais se souvient qu'il ne confond pas ces agents avec les structures de l'entreprise. Les entreprises étatiques doivent reprendre normalement leur fonction et rétablir le niveau des emplois dans le pays. L'accord "Engagement pour le développement", signé par les syndicats et les organisations d'employeurs est un pas dans ce sens.

6. Les objectifs des élites conservatrices est de clore le cycle progressif ouvert au Brésil en 2003 avec l'élection de Lula et de mettre en œuvre un programme contre les travailleuses et travailleurs, menaçant la démocratie et la souveraineté nationale. Le retour de ces secteurs conservateurs au pouvoir signifierait une politique d'austérité qui favoriserait le chômage, la réduction des salaires, la déconstitutionalisation des droits, la privatisation des entreprises

stratégiques, ainsi que la perte de la souveraineté nationale, faisant porter le fardeau de la crise au peuple et à la classe ouvrière tout favorisant le système financier.

7. Face à cette réalité, qui met en danger l'avenir du Brésil, la CTB réaffirme que la lutte politique pour la démocratie requiert de concentrer les forces. Étant donné la situation actuelle, il est impératif de rejeter les machinations de coup d'État, d'élargir la lutte et de renforcer l'unité syndicale, avec le mouvement populaire ainsi que les forces politiques sociales engagées dans la démocratie du pays.

8. Nous sommes dans un conflit où les jours valent des années. La CTB convaincue de la menace a participé à la manifestation contre le coup d'Etat qui s'est tenue le 16 décembre dans tout le pays. Une manifestation démocratique qui a révélé l'importance stratégique de l'unité politique des syndicats, des mouvements sociaux ainsi que d'importants secteurs progressistes du pays.

9. La décision récente de la Cour Suprême de donner suite à une plainte déposée par le PCdoB (Parti communiste du Brésil), a renversé une tentative de coup d'Etat dirigée par le Eduardo Cunha, président l'Assemblée Nationale. Une résolution importante qui préserve notre Constitution et correspond aux revendications démocratiques de nos manifestations.

10. Fidèle à ses principes de classe et à son programme de développement basé sur la valorisation du travail, la CTB, la Centrale Syndicale qui grandit le plus vite au Brésil, restera sur la ligne de front pour la défense de la cause démocratique, les droits des travailleuses et travailleurs et de la souveraineté nationale. La CTB brandit une fois de plus les bannières de combat et en appelle à l'unité de toutes celles et ceux qui luttent pour un Brésil démocratique et souverain, et réaffirme :

LA DÉMOCRATIE TRIOMPHERA, IL N'Y AURA PAS DE COUT D'ÉTAT !

São Paulo, 17 décembre 2015

15ème réunion de la Direction Nationale de la CTB